

Au-delà des clichés sur les immigrants et la langue au Québec : l'heure juste sur les enjeux et les défis d'une réalité aux contours multiples

Résumés des présentations

Colloque scientifique #413 organisé le 9 mai 2023
(Université de Montréal, Pavillon Jean-Brillant, local B-3205)

dans le cadre du Congrès de l'ACFAS
par

ODSEF

**Observatoire démographique
et statistique de l'espace francophone**
de



UNIVERSITÉ
LAVAL

et ses institutions partenaires

Québec 

AUF 

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie 

Leigh Oakes, Professeur de français et de linguistique, École de langues, de linguistique et de cinéma, Queen Mary University of London/Queen Mary Université de Londres

Coauteur du livre *Normative Language Policy : Ethics, Politics, Principles* publié aux Presses de l'Université Cambridge, 2018. Ses recherches portent sur la politique et la planification linguistiques, la langue et l'identité nationale, et les attitudes et idéologies linguistiques, en particulier dans les contextes québécois, français et suédois.

L'intégration linguistique des nouveaux arrivants au Québec : jusqu'où une société libérale peut-elle aller dans ses exigences ?

Dans le contexte actuel où les clichés à propos des immigrants et de la langue au Québec intègrent progressivement le discours de sens commun, il convient d'attirer l'attention sur les enjeux moraux de l'intégration linguistique dans une société libérale. Contrairement au Canada anglais, où le multiculturalisme suppose implicitement que les immigrants s'intégreront à la langue anglaise dominante, le modèle unique du Québec pour la gestion de la diversité ethnique – l'interculturalisme – identifie explicitement le français comme langue d'intégration. Mais sur quelle base morale peut-on exiger l'apprentissage du français langue commune chez les nouveaux arrivants ? L'exigence d'intégration linguistique entraîne-t-elle également des responsabilités pour la société d'accueil? Et peut-on aller jusqu'à demander une véritable identification au français ? Cette présentation se propose d'aborder ces questions à l'aide de la philosophie politique contemporaine, et de la théorie libérale en particulier. Loin d'être incompatible avec le libéralisme, l'interculturalisme québécois offre en réalité un modèle utile pour d'autres sociétés – surtout non anglophones – qui, dans un contexte de migration et de transnationalisme accrus, essaient de maintenir une culture sociétale basée sur une langue unique, tout en restant attachés aux principes libéraux.

10h00 à 10h50 Séance 1 – Vue d'ensemble des caractéristiques et des comportements linguistiques des immigrants au Québec

Laurent Martel, Directeur, Centre de démographie, Statistique Canada

Samuel Vézina, Analyste, Centre de démographie, Statistique Canada

L'immigration au Québec – situation récente et perspectives d'avenir

Les enjeux autour de l'immigration tant permanente que temporaire sont criants d'actualité tant au Québec qu'au Canada, et les deux gouvernements proposent des approches différentes. Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, le Canada a annoncé en novembre 2022 une hausse significative des niveaux d'immigration jusqu'en 2025, alors que le Québec limite quant à lui les admissions. Ces approches

différentes entraînent des conséquences majeures, notamment sur la croissance démographique de ces deux entités, sur l'évolution de la diversité ethnoculturelle de la population, sur la situation linguistique ainsi que sur la démographie des diverses régions au sein de ces entités.

L'objectif de la communication proposée est d'abord de brosser un portrait de l'immigration au Québec au cours de la période récente, et de la contraster avec la situation canadienne : nombre d'immigrants, de résidents non permanents, lieux d'origine de l'immigration et répartition sur le territoire québécois. Dans un deuxième temps, certains scénarios de projections démographiques développés au moyen du modèle Demosim seront présentés afin d'illustrer ce qui pourrait advenir au Québec et au Canada d'ici 2041 selon certaines hypothèses.

Jean-Pierre Corbeil, Professeur associé, département de sociologie, Université Laval et chercheur associé à l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone.

René Houle, Analyste principal, Centre de démographie, Statistique Canada

Les immigrants et le français au Québec : un portrait statistique complexe et nuancé qui s'impose

Au cours des dernières années, beaucoup a été dit concernant les comportements linguistiques des immigrants au Québec et à Montréal en particulier. Selon certains analystes et observateurs, les immigrants ne parleraient ni n'utiliseraient suffisamment le français et contribueraient à son recul. Mais de quoi parle-t-on au juste ? Sur quoi sont fondés de tels énoncés ? Très souvent, une telle lecture de la réalité repose sur des indicateurs dont la portée est limitée et qui font l'économie d'analyses qui prennent en compte la complexité et la richesse des dynamiques associées à la diversité ethnoculturelle, au plurilinguisme et à la concomitance du français comme langue publique commune et de l'anglais comme lingua franca globale. Mais, s'agissant du français, que nous révèle ce plurilinguisme croissant au sein de la population en regard des pratiques ou des comportements linguistiques de ces immigrants ? Que révèle l'interaction des dynamiques linguistique dans la sphère publique et la sphère privée ? Comment l'évolution récente des tendances migratoires a-t-elle influencé le portrait global observé lors du dernier recensement et à quels facteurs attribue-t-on une telle évolution ? L'exposé tentera de répondre à ces questions en mettant en lumière la complexité du lien entre l'immigration et la langue ainsi que les risques qui sont associés à une lecture par trop rigide et parfois simpliste des processus d'intégration linguistique des nouveaux arrivants.

11h05 à 12h00 Séance 2 – Perspectives sur l'immigration et la cohabitation du français et de l'anglais à Montréal

L'honorable Thomas Mulcair, Avocat

Les changements juridiques et linguistiques profonds des cinquante dernières années

Aux premières loges des débats linguistiques depuis 40 ans, Thomas Mulcair partagera ses expériences comme avocat, militant, commentateur et ancien politicien. Il traitera des aspects démographiques et

politiques de l'évolution de la jurisprudence et de la législation linguistiques, et ce, tant au niveau provincial que fédéral.

Avocat aux Affaires législatives du ministère de la Justice du Québec lorsque la Cour Suprême a statué en faveur du bilinguisme obligatoire du processus législatif au Québec et au Manitoba, Me Mulcair était successivement Avocat à la Direction des Affaires juridiques du Conseil de la langue française, à Québec, Directeur des Affaires juridiques chez Alliance Québec, à Montréal; responsable de la révision de la version française des lois au ministère de la Justice du Manitoba, à Winnipeg; et juge administratif à la Commission d'appel sur la langue d'enseignement. Dans ces fonctions il, a participé à de nombreuses causes linguistiques devant les tribunaux qui touchent à des réalités démolinguistiques, notamment l'accès des immigrants à l'éducation dans la langue de la minorité et les lois sur la langue de l'affichage. Comme élu, il a prôné l'égalité des deux langues officielles notamment en présentant un projet de loi pour étendre l'utilisation du français dans les entreprises de compétence fédérale. Il vient de terminer un mandat de quatre ans à titre de professeur invité au Département de Science politique l'Université de Montréal.

Très présent dans les médias écrits et électroniques, il travaille notamment pour TVA/LCN, CTV NEWSCHANNEL, Le Journal de Montréal, The Gazette et CJAD. Il poursuit sa carrière d'avocat tout en participant à de nombreux colloques et conférences à travers le Canada.

Michel Leblanc, Président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Maintenir un équilibre pour protéger notre identité francophone et préserver notre attractivité économique

En tant que moteur économique du Québec, le Grand Montréal est directement touché par la dynamique de cohabitation du français et de l'anglais. On observe une hausse de l'utilisation de l'anglais à cause de son caractère de langue internationale des affaires, de la concentration de la communauté anglophone historique et de la présence d'immigrants récents maîtrisant parfois peu le français.

Dans ce contexte, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain est investie dans la protection du français, qui est la langue commune et la langue des affaires au Québec et à Montréal.

La métropole fait cependant face à un double défi économique. Le premier, structurel, tient dans la compétition permanente que se livrent les grandes métropoles pour attirer les talents. Partout, les entreprises et les secteurs cherchent à attirer les meilleurs éléments. Il est donc primordial pour Montréal de rester compétitive et attractive, en mettant en avant nos outils d'intégration et de francisation, avec un cadre réglementaire et administratif clair, juste et favorable pour les entreprises. Rappelons que celles-ci jouent un rôle primordial, principalement à cause de l'importance de l'environnement de travail et de la langue de travail comme facteur d'intégration à notre société.

Le second défi, conjoncturel, tient dans la pénurie de main-d'œuvre généralisée qui touche actuellement l'ensemble de notre économie. Alors que les talents sont de plus en plus difficiles à trouver, le recrutement à l'étranger devient une nécessité pour les entreprises, en particulier dans le cas des travailleurs qualifiés.

C'est bien cette ligne de crête que souhaitent naviguer le milieu des affaires et la Chambre. D'une part, la nécessaire protection et promotion du français comme élément constitutif et distinctif de l'identité

québécoise et d'autre part, la préservation de l'attractivité du Grand Montréal comme métropole économique de premier plan.

13h30 à 14h20 Séance 3 – Le rôle de la langue dans l'intégration économique des immigrants

Charles Fleury, Professeur agrégé, département des relations industrielles et directeur académique du laboratoire du Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales de l'Université Laval (CIQSS – Laval)

Danièle Bélanger, Professeure titulaire, département de géographie, Université Laval, Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les dynamiques migratoires mondiales, Université Laval

Victor Piché, Chercheur associé à la Chaire de recherche du Canada sur les dynamiques migratoires mondiales, Université Laval

Immigration, langue et intégration économique : un lien complexe

La langue est un facteur souvent cité comme ayant un impact sur l'intégration économique. L'hypothèse de base stipule que la connaissance des langues officielles (ici le français et anglais) facilite cette intégration. La plupart des études sur l'impact de la langue utilisent des données transversales qui ne permettent pas de vérifier l'hypothèse linguistique, surtout en ce qui concerne les changements dans le temps. Seule une approche longitudinale peut décortiquer le sens de la relation entre langue et travail. Pour étudier l'impact de la langue sur l'intégration économique, nous suivons sur dix ans une cohorte d'immigrants arrivés à Montréal en 2007. L'intégration économique est définie ici par l'accès à l'emploi et le revenu. La variable langue est définie par la connaissance des langues officielles à l'arrivée. Les résultats de nos analyses montrent que l'effet de la langue anglaise ne joue qu'au début de la période d'arrivée. Cependant, la connaissance du français joue positivement au début et en fin de parcours. Il pourrait s'agir-là d'un renversement de tendances dans la mesure où les premières analyses longitudinales sur des cohortes plus anciennes montraient que la connaissance du français n'avait pas d'impact sur l'intégration économique. Pour expliquer ces résultats, nous suggérons qu'il faut comprendre ce qui se passe sur le marché de travail et analyser les changements dans la demande accrue du français.

Olivier Dezutter, Professeur titulaire, Département de pédagogie, Faculté d'éducation, Université de Sherbrooke

Sunny Man Chu Lau, Professeure associée, Faculté d'éducation, Université Bishop's

Sarah Théberge, Professeure, Faculté d'éducation, Université Bishop's

Paule Dion, Conseillère pédagogique, Cégep de Sherbrooke

La francisation... et après? Le point de vue d'adultes à la fin du cursus de base

Comment les personnes immigrantes terminant le dernier niveau de cours de francisation autoévaluent-elles leur niveau de compétence en français ainsi que leurs besoins d'apprentissages linguistiques en

fonction de leur futur projet de formation et de carrière? Nous présenterons une synthèse des réponses recueillies à ce sujet grâce à une enquête par questionnaires (b = 112) ainsi qu'à des entrevues (n = 7) réalisées dans le cadre d'un projet de recherche-développement soutenu par le Pôle régional d'éducation supérieure en Estrie. Le projet vise à renforcer les compétences en lecture et en écriture des adultes en francisation dans le but de favoriser l'engagement et la réussite dans les formations postsecondaires qualifiantes. Il a été développé à la suite du constat du nombre très faible de personnes terminant le cursus de base en francisation qui s'inscrivent par la suite dans un programme de niveau collégial ou universitaire.

14h20 à 15h50 Séance 4 – Discours et pratiques de la société d'accueil : obstacles à l'intégration
--

Annick Germain, Professeure-chercheure titulaire, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société.

Interroger les dynamiques de quartier à Montréal : les cadrages de la diversité dans quatre quartiers de classes moyennes et les infrastructures d'arrivée assemblées pour accueillir réfugiés et demandeurs d'asile

Nous proposons un recul par rapport aux questions sur la langue, en rapportant deux enquêtes de terrain aux méthodologies novatrices. La première porte sur la cohabitation interethnique dans quatre quartiers de classe moyenne. Une centaine de citoyens ont été interrogés dans des espaces publics. La seconde reconstitue les « infrastructures d'arrivée » assemblées dans divers quartiers à l'occasion des vagues récentes de réfugiés et de demandeurs d'asile. L'enquête a interrogé à la fois divers organismes locaux et les pratiques et représentations des nouveaux arrivants.

Anne-Sophie Calinon, MCF en Sciences du langage, Directrice du département de Français Langue étrangère transcomposantes, membre de l'Institut universitaire de France, Membre du laboratoire CRIT (Centre de recherches interdisciplinaires et transculturelles), Université de Franche-Comté.

Réception du discours social sur les enjeux linguistiques du Québec par les immigrants contemporains

Cette communication a pour objectif de mettre en lumière la perception des enjeux de l'évolution de la situation linguistique du Québec par les personnes souvent considérées comme déterminantes dans cette transformation : les immigrants.

S'inscrivant dans l'ancrage disciplinaire de la sociolinguistique de la mobilité (Ploog, Calinon, Thamin 2020) et de l'analyse du discours (Moirand 2007 ; Nossik 2014), j'explore un corpus d'entrevues recueillis au cours de ces 20 dernières années.

Ces récits, relatant différentes trajectoires et expériences migratoires, laissent entrevoir les influences d'un discours social hétérogène et composite, qui contribuent à construire une image politique et sociale ambivalente du Québec sur les questions d'immigration et de langue commune. Dans une approche qualitative, l'analyse proposée montre l'hétérogénéité des « voix » (Krieg-Planque 2012) qui compose le discours social. Cette polyphonie énonciative résonne différemment selon les étapes de la migration.

Les résultats présentés montreront que les perceptions des immigrants des discours sur « la » langue du/au Québec comme un objet politique idéologiquement chargé dissonent avec des pratiques langagières plurilingues et complexes, caractérisées par une grande variabilité contextuelle (Heller & Boutet 2006 ; Lamarre 2013). En corolaire, déterminer « la valeur » des langues du/au Québec pour les immigrants ne peut s'engager que dans une perspective variationniste. Il émerge de cette analyse de données, la nécessité de tenir compte de la « québecité » du français dans le sens où sa légitimité semble, en partie, conditionner l'adhésion des nouveaux arrivants aux objectifs politiques visant la re-définition linguistico-identitaire du Québec.

Antoine Bilodeau, Professeur titulaire, Département de science politique, Université Concordia, Directeur, Initiative de recherche sur l'immigration (IRI), Membre, Centre pour l'étude sur la citoyenneté démocratique (CECD), Membre, Équipe de recherche sur l'immigration au Québec et ailleurs (ERIQA), Membre, Équipe de recherche sur les sociétés plurinationales (GRSP)

Jean-Philippe Gauvin, Postdoctorant, Université Concordia

À qui faire confiance? L'accent et la couleur de la peau comme source de discrimination envers les experts

Les recherches sur la diversité ont établi depuis longtemps que les attitudes à l'égard des membres de groupes minoritaires sont influencées par divers signaux, tels que les noms à consonance ethnique ou la couleur de la peau. Mais si ces signaux sont principalement *visuels*, qu'en est-il des signaux *auditifs*, comme l'accent d'une personne immigrante? Il est intéressant de noter que la littérature sur les attitudes linguistiques révèle que les accents étrangers contribuent grandement à l'opinion qu'on se fait des nouveaux arrivants. Ces domaines de recherche montrent que les signaux visuels et auditifs ont un impact important sur la confiance et la crédibilité : les membres du groupe majoritaire sont moins susceptibles de trouver les membres de groupes minoritaires aussi dignes de confiance et crédibles que les membres de leur propre groupe. Mais comment savoir quel type de signal, auditif ou visuel, a le plus d'effet sur la confiance et la crédibilité? De plus, les effets sont-ils intersectionnels, c'est-à-dire qu'ils s'additionnent de sorte que les membres d'un groupe minoritaire auditif et visible sont encore plus discriminés? Nous tentons de répondre à ces questions en utilisant les données d'une expérience en ligne, réalisée auprès de 1 200 résidents du Québec et à 1 200 résidents de l'Ontario. Nous examinons comment les répondants perçoivent la crédibilité de divers experts en changement climatique d'origine ethnique et d'accent différents.

Nos résultats suggèrent que le fait d'avoir un accent étranger et d'être issu d'une minorité visible entrave la possibilité d'être perçu comme un expert légitime, digne de confiance et crédible par les membres du groupe majoritaire. De plus, nous constatons des différences frappantes dans l'effet des signaux ethniques en Ontario et au Québec, les répondants du Québec se concentrant davantage sur les indices auditifs que ceux de l'Ontario.

Tania Longpré, B. Éd, M.A., doctorante, UQAM, consultante en francisation

Les parcours d'immigrants, leurs motivations, leurs besoins linguistiques et les options de francisation

En 2019, le Québec a accueilli 40 561 immigrants permanents et plus de 140 000 immigrants temporaires (MIFI, 2020). Qu'ils soient adultes ou d'âge scolaire, les immigrants allophones qui ne connaissent pas le français ou ne le maîtrisent pas assez lorsqu'ils s'installent au Québec bénéficient de différentes mesures de francisation. Lorsqu'ils ne maîtrisent pas assez la langue pour intégrer le parcours scolaire francophone dans la grande région de Montréal, les enfants inscrits au secteur de la formation générale des jeunes (FGJ) fréquentent habituellement une classe d'accueil, dite d'intégration linguistique, scolaire et sociale (classe d'ILSS), jusqu'à leur intégration en classe régulière (CR). Ils peuvent alors poursuivre leur parcours scolaire jusqu'à l'obtention d'un diplôme d'études secondaires (DES), si tel est leur désir. Qui sont les nouveaux arrivants au Québec? Quels sont leurs parcours? Quels sont les défis et les enjeux qu'ils rencontrent, à tout âge, en matière de francisation? Les parcours sont-ils assez diversifiés afin de répondre aux besoins variés, et ce, dans toutes les régions du Québec? Est-ce que le Québec en fait assez afin que les nouveaux arrivants parviennent à atteindre des objectifs linguistiques suffisants afin d'être autonomes dans la société québécoise? Quels sont les obstacles et les défis qu'ils rencontrent? ? Ce sont-là des questions fréquemment soulevées, auxquelles l'exposé tentera de répondre.

Diane Querrien, Professeure adjointe, Département d'études françaises, Directrice des programmes de premier et deuxième cycles en langue, Université Concordia

Soutenir l'apprentissage du/en français chez les élèves allophones issus de l'immigration : étude de cas en région

Si les classes d'accueil pour élèves allophones sont très présentes à Montréal, leur intégration à la classe ordinaire est la modalité la plus fréquente en région, et les enseignants « du régulier » n'ont encore souvent pas de préparation adéquate. Pour pallier cette situation, certaines écoles prennent des initiatives, comme la création d'une tâche d'enseignante-ressource en intégration linguistique, scolaire et sociale.

L'étude de cas rapportée porte sur cette fonction dans une école secondaire. Au cours des huit journées passées par la chercheuse dans le milieu en 2017-2018, sept membres de l'équipe-école ont participé à des entrevues semi-dirigées, analysées par catégorisation conceptuelle à l'aide de *NVivo*. Ont également été collectés les documents pédagogiques, et l'observation du quotidien scolaire a fait l'objet de notes semi-structurées, analysées par approche phénoménologique.

Les résultats permettent de décrire avec précision cette initiative inclusive pour soutenir de jeunes apprenants du français, mais aussi leurs enseignants. De surcroît, pour bien situer les défis et la faisabilité de l'inclusion des élèves allophones dans un tel contexte, les constats de l'étude seront mis en lien avec les recherches précédemment réalisées sur le même site. Ce parallèle montrera l'évolution des mesures

inclusives adoptées par l'école, mais permettra aussi de comprendre quels mécanismes sont nécessaires pour appuyer l'adhésion de l'équipe pédagogique et la pérennité de ces mesures.

Anait Aleksanian, Directrice générale, Centre d'appui aux communautés immigrantes (CACI)

La francisation des personnes immigrantes en milieu communautaire

Depuis toujours, les organismes du milieu communautaire se sont intéressés aux personnes immigrantes. C'est ainsi qu'ils ont développé une variété de services pour aider les nouveaux arrivants dans leur processus d'intégration à la société québécoise. Parmi ces services, les cours de français étaient au premier plan.

Les organismes qui offrent des cours de français à leur clientèle rencontrent souvent des difficultés et la lourdeur administrative occasionnée par ces cours représente un défi. La *Table de concertation des organismes en francisation du Québec*, créé en 1995 et renommée en 2005 *Regroupement des organismes en francisation du Québec* (ROFQ), est née du désir des organismes de s'unir afin d'apporter des solutions constructives aux problèmes rencontrés en francisation au Québec et de défendre les intérêts de ses membres œuvrant dans l'intégration sociolinguistique des nouveaux arrivants.

La francisation des personnes immigrantes en milieu communautaire s'inscrit dans un continuum de services qu'offrent les organismes pour aider les personnes immigrantes dans leur processus d'intégration à la société québécoise. L'adoption de la Loi 14 prévoit la création, au sein du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, d'une entité appelée Francisation Québec, qui se veut une porte d'entrée unique pour les services de francisation au Québec. Quelles seront les répercussions du lancement de cette nouvelle entité, prévu le 1er juin 2023, sur les organismes communautaires ? L'avenir le dira, mais il est certain que le ROFQ sera aux premières lignes pour défendre les intérêts des nouveaux arrivants ainsi que des organismes communautaires en francisation.